

CA 1 EAS
C18F
22 SEP 76
REF

Hebdo Canada

REFERENCE



Ottawa, Canada.

Volume 4, No 38
(Hebdomadaire)

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE
le 22 septembre 1976
OTTAWA

Visite du secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans la région du Pacifique	1
L'immigration — premier trimestre (1976)	2
M. Mitchell Sharp démissionne du Cabinet	3
Le cancer du foie: méthode de dépistage mise au point par des chercheurs québécois	4
Résultat de 34 ans de recherches	4
Usage du ballon en agriculture	5
Reconstruction au Guatemala	6
Un film canadien mérite une mention spéciale	6
Manoeuvres maritimes importantes ...	6

Visite du secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans la région du Pacifique

Soucieux de témoigner du vif intérêt que porte le Canada à la diversification de ses relations extérieures, et de souligner l'importance qu'il attache dans ce contexte aux pays du Pacifique, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, s'est rendu dans quatre pays du Pacifique du 23 août au 5 septembre. Accompagné de M. Basil Robinson, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de M. R.L. Rogers, directeur général du Bureau des affaires de l'Asie et du Pacifique, de M. J.M.T. Thomas, directeur général du Bureau du Pacifique, de l'Asie et de l'Afrique au ministère de l'Industrie et du Commerce, et de M. C. Westdal, directeur régional adjoint de la Direction de l'Asie à l'ACDI, M. MacEachen a visité les chefs des gouvernements de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Il s'agissait de la première visite officielle d'un ministre canadien des Affaires étrangères dans ces pays du Pacifique, et le SEAE a profité de l'occasion pour souligner le désir du Canada d'intensifier ses relations avec chacun de ces pays, tant à l'échelle bilatérale que multilatérale.

Sur le plan bilatéral, la visite du ministre visait en partie à soutenir l'élan qui a caractérisé, ces quelques dernières années, l'accroissement de nos relations avec la région du Pacifique, et qui y amène, d'ailleurs, un nombre toujours croissant de Canadiens, à titre privé ou officiel, dans le cadre d'échanges commerciaux plus nombreux ou de l'aide au développement économique. La volonté du Canada d'ouvrir un dialogue plus soutenu sur des questions politiques et économiques au niveau régional et international, et son engagement à participer davantage à l'instauration de la prospérité économique dans cette région, afin d'y créer un climat plus durable de paix et de stabilité, ont été bien accueillis.

Appui à la ASEAN

Sur le plan multilatéral, M. MacEachen a affirmé que le Canada appuie forte-

ment les principes et objectifs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). En effet, Ottawa considère que cet organisme pourrait contribuer sensiblement à la stabilité dans la région. Afin d'exprimer en termes concrets l'appui de notre pays, le ministre a annoncé, à Djakarta et à Kuala Lumpur, que le Canada envisage de prêter son concours à des projets régionaux déterminés par les cinq pays membres, et d'engager un dialogue officiel avec l'ASEAN en vue de faciliter une telle coopération. A l'échelle multilatérale, la principale contribution du Canada au développement de la région réside dans sa souscription au Fonds de la Banque asiatique de développement; il y détient environ 6 p. cent du droit de vote et se classe au troisième rang des pays donateurs au titre de l'aide financière globale.

En Indonésie

En Indonésie, M. MacEachen a rencontré le président Suharto et le ministre des Affaires étrangères, M. Malik. Les entretiens ont porté sur un large éventail de questions allant de la sécurité dans la Pacifique à la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI), où l'Indonésie participe aux Commissions sur les matières premières et les affaires financières. Des accords ont été conclus et des lettres échangées quant à l'aide canadienne dans divers domaines (cimenteries, mines de charbon, centrales hydro-électriques, programmes d'exploitation des ressources hydrauliques). Le SEAE a également déclaré que le Canada était disposé à fournir du blé à l'Indonésie jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars cette année.

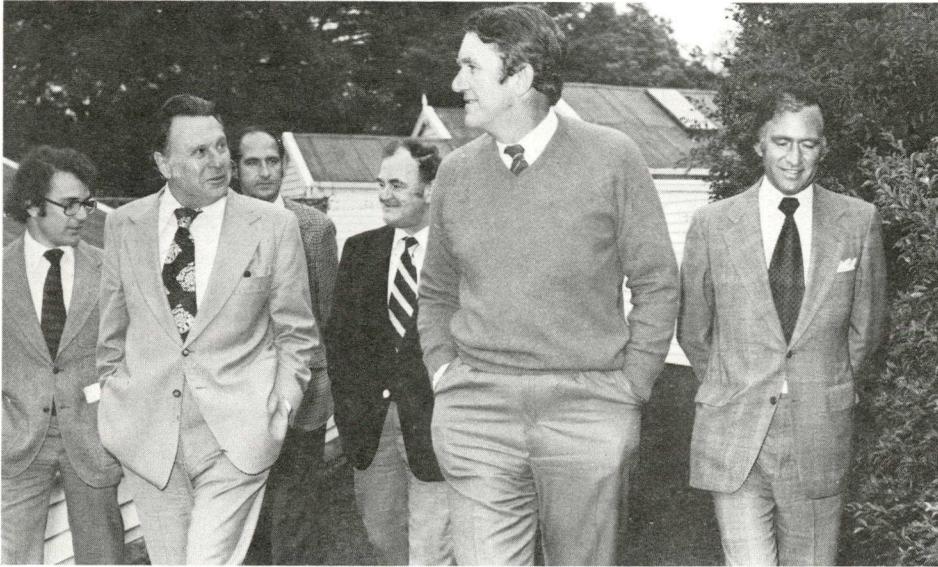
En Malaisie

Le premier ministre de la Malaisie, M. Hussein Onn, et le ministre des Affaires étrangères, M. Rithauddeen, ont surtout entretenu M. MacEachen du rôle de l'ASEAN. Les autorités des deux pays ont conclu un accord, aux termes duquel le Canada s'engage à

Remaniement ministériel

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le premier ministre Trudeau vient de procéder à un remaniement important de son Cabinet. Parmi les changements effectués, notons que le SEAE, M. MacEachen, devient président du Conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre des communes, tandis que M. Donald Jamieson quitte le ministère de l'Industrie et du Commerce pour devenir secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Nous donnerons dans notre prochaine édition les détails complets des changements ministériels.



Le SEAE, M. MacEachen (à gauche), le premier ministre d'Australie, M. Malcolm Fraser (au centre) et le ministre des Affaires étrangères, M. Andrew Peacock (à droite) visitent la propriété de M. Fraser. Trois journalistes les accompagnent.

prêter 7,5 millions de dollars pour la mise sur pied de centrales électriques, et signé un protocole d'entente prévoyant une subvention canadienne pour une étude géochimique en Malaisie centrale.

En Nouvelle-Zélande

En Nouvelle-Zélande, le secrétaire d'État a discuté avec le premier ministre, M. Muldoon, et le ministre des Affaires étrangères, M. Talboys, de ses vues sur des questions d'intérêt régional et international, notamment la Conférence sur le droit de la mer, le boycottage des Jeux olympiques par les États africains, et la possibilité de coordonner l'aide au développement dans la région du Pacifique.

En Australie

Le secrétaire d'État s'est également entretenu avec le premier ministre d'Australie, M. Fraser, et son ministre des Affaires étrangères, M. Peacock. Il a, en outre, participé à un colloque tenu à l'Université d'Australie sur des questions d'économie mondiale. Tant du côté australien que canadien, on a convenu que les deux pays pourraient établir, en collaboration, leurs politiques respectives en Asie et dans la région du Pacifique. M. MacEachen a suggéré que l'on procède à des échanges plus nombreux d'informations sur les problèmes intérieurs, et a promis que le Canada explorerait activement d'autres domaines de coopération.

La visite de M. MacEachen dans la région du Pacifique a contribué à enrichir les échanges qui existaient déjà entre le Canada et les quatre pays visités, et à créer de nouvelles occasions pour l'établissement de relations futures encore plus étroites.

L'immigration — premier trimestre (1976)

Selon les statistiques publiées par le ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, M. Robert Andras, 32 359 personnes ont immigré au Canada au cours du premier trimestre de 1976, ce qui révèle une diminution de 25,5% du chiffre correspondant pour 1975.

“Ce ralentissement a touché toutes

les catégories d'immigrants, quelle que soit leur provenance, a expliqué M. Andras. Il résulte des modifications apportées en février et octobre 1974 au règlement sur l'immigration visant à adapter celle-ci aux besoins du marché du travail du Canada.”

Environ 55% des immigrants indépendants et 25% de l'ensemble des immigrants destinés à la population active ont des emplois réservés. Par ailleurs, le rapport entre la qualification des immigrants et les emplois vacants au Canada continue de s'améliorer.

Comparé aux autres provinces, l'Ontario vient en tête, avec un chiffre de 15 790 immigrants; suivent: le Québec, 6 023; la Colombie-Britannique, 4 857; l'Alberta, 3 051; le Manitoba, 1 236; la Saskatchewan, 494; le Nouveau-Brunswick, 318; la Nouvelle-Écosse, 303; Terre-Neuve, 177; le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, 59; et l'Île-du-Prince-Édouard, 51.

Pour ce qui est de l'origine des immigrants, la tendance observée au cours des dernières années s'est maintenue: le pourcentage des Européens de 42,2% (premier trimestre de 1975) est passé à 35% tandis que les pays d'Asie et du Pacifique ont vu leur pourcentage monter de 24,3% à 26,9%; les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, de 7,4% à 8,8%; les pays de l'hémisphère occidentale, de 17,3% à 19,6%; et les États-Unis, de 8,8% à 9,7%.

Bien que leurs chiffres absolus aient baissé, la Grande-Bretagne et les États-Unis figurent toujours parmi les 10 pays dont provient la majorité des immigrants comme l'indique le tableau ci-dessous.

Les 10 principaux pays source (Premiers trimestres de 1975 et de 1976)

	Total des immigrants		Destinés à la population active	
	1975	1976	1975	1976
Grande-Bretagne	9 124	5 248	4 718	2 683
États-Unis	3 835	3 149	1 634	1 386
Hong Kong	2 198	2 449	1 036	1 050
Inde	2 372	1 817	713	362
Jamaïque	1 967	1 583	756	439
Philippines	1 974	1 513	1 079	684
Portugal	2 672	1 071	375	270
Guyane	1 132	850	519	281
Italie	1 008	834	369	371
France	723	829	468	520
Total	27 005	19 343	11 667	8 046
Total des immigrants de tous pays	43 448	32 359	19 877	14 111

Mitchell Sharp démissionne du cabinet

M. Mitchell Sharp, leader du gouvernement aux Communes a démissionné du Conseil des ministres le 12 septembre, mettant ainsi fin à une carrière ministérielle de 13 ans.

Étant donné le remaniement prochain du Cabinet et avec l'assentiment du premier ministre, M. Sharp a rendu publique le 12 septembre une lettre adressée à M. Trudeau, le 15 juillet dernier, et dans laquelle il écrivait: "...Le mois dernier je vous annonçais qu'il n'était pas dans mon intention de briguer les suffrages à la prochaine élection générale. Je fus privilégié de servir le gouvernement du Canada pendant 13 ans; je crois que je vais faire place à quelqu'un d'autre aux prochaines élections. Je vous soumetts donc ma démission que vous être libre d'accepter au moment où vous le jugerez approprié."...

M. Sharp a précisé que sa démission n'était aucunement motivée par un nouveau personnel de la politique gouvernementale et qu'il continuerait d'apporter son appui au gouvernement libéral. Il a également fait connaître sa décision de conserver à la Chambre des communes son poste de député de Toronto-Eglinton.



Le 1^{er} août 1973 avait lieu l'inauguration de l'édifice Lester B. Pearson (photo ci-dessous) par la reine Elizabeth II; M. Mitchell Sharp, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures, accompagnait Sa Majesté à la cérémonie. On les voit (ci-dessus), se dirigeant vers l'édifice. L'ex-sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. A.E. Ritchie (actuellement ambassadeur en Irlande) marche à la droite de la reine; à l'arrière-plan vient le premier ministre Trudeau en compagnie de madame Pearson.

Carrière bien remplie

Né à Winnipeg (Manitoba) en 1911, M. Sharp commence sa vie publique en 1942 alors qu'il entre, à titre de fonc-

tionnaire, au ministère des Finances. En 1947, il devient directeur de service des politiques économiques de ce ministère. En 1951, M. Sharp est nommé sous-ministre associé au Commerce, et, en 1957, sous-ministre de ce ministère.

En 1958, M. Sharp quitte la fonction publique pour devenir vice-président de la *Brazilian Traction Light and Power Company*. A l'invitation du Secrétaire général des Nations Unies, il préside la Conférence internationale sur le café, à New York, en 1942. En avril 1963, M. Sharp est élu à la Chambre des communes et nommé ministre du Commerce, puis, en décembre 1965, ministre des Finances et receveur général du Canada.

C'est en 1968 que M. Sharp est nommé secrétaire d'État aux Affaires extérieures, succédant à M. Paul Martin. Il demeure six ans à ce poste, années durant lesquelles, à maintes reprises, il met à profit sa vaste expérience et son dévouement. A l'issue du scrutin de 1974, il devient président du Conseil privé de la reine au Canada, et leader du gouvernement aux Communes, fonctions qu'il remplit jusqu'à sa démission le 12 septembre dernier.



Le cancer du foie: méthode de dépistage mise au point par des chercheurs québécois

Une méthode immunologique de dépistage précoce du cancer du foie chez les travailleurs en contact avec le chlorure de polyvinyle* a été mise au point par le Dr M. Pagé et son équipe de l'Hôtel-Dieu de Québec. Elle a soulevé un grand intérêt dans le monde scientifique, et des spécialistes de divers pays en discuteront lors du Congrès francophone international d'immunologie qui se tiendra au Québec du 11 au 15 octobre prochain.

Le Dr Michel Pagé, qui exposera sa thèse, travaille à la détection du cancer. Ses recherches l'ont amené à innover dans le dépistage des maladies du foie, dont le cancer, chez les travailleurs exposés au chlorure de polyvinyle, (PVC) en déterminant le taux de CEA, (antigène carcinoembryonnaire). Le CEA, substance produite par une tumeur cancéreuse, circule dans le sang du malade.

La forme de cancer causée vraisemblablement par le chlorure de polyvinyle est plutôt rare. En l'occurrence, il s'agit de l'angiosarcome du foie.

D'ordinaire cette forme de cancer passe inaperçue sauf s'il y a autopsie. Afin de prouver sa thèse, le Dr Pagé a d'abord travaillé avec les moyens du bord, sans subvention. Depuis, les autorités gouvernementales sont alertées. L'étude se poursuit. Dans le moindre doute, les analyses sont répétées de façon à pouvoir diagnostiquer de façon précoce le développement de ce cancer causé par la toxicité du chlorure de polyvinyle.

Dix cas de ce genre de cancer ont été diagnostiqués chez des travailleurs de la région de Shawinigan (Québec).

Des spécimens de sang de 200 ouvriers ayant été en contact avec le chlorure de polyvinyle ont été fournis par le Dr Fernand Delorme, pathologiste du Centre hospitalier de la région de la Mauricie.

Les résultats montrent que les ouvriers affectés à la production de la résine sont les sujets qui, dans l'étude entreprise, ont été les plus longtemps exposés au chlorure de polyvinyle.

* Le chlorure de polyvinyle est un produit pétrolier utilisé dans l'industrie depuis plus de 40 ans. En 1937, on avait constaté en Union soviétique que le chlorure de polyvinyle avait causé des brûlures et une déformation des os.



Le Dr Michel Pagé dont les travaux ont soulevé l'intérêt du monde scientifique.

L'originalité de l'expérience du Dr Pagé dans le domaine de l'immunologie se rapproche, comme initiative québécoise, de celle du Dr Armand Frappier (Montréal) et de son équipe qui, les premiers dans le monde, avaient avancé la théorie selon laquelle les enfants québécois vaccinés au BCG étaient immunisés contre

une certaine forme de cancer, la leucémie.

Le vaccin BCG est destiné à lutter contre la tuberculose qui, il y a quelques décennies faisait de grands ravages dans la population du Québec.

(Extrait d'un article de M. Maréchal Francoeur, rédacteur scientifique du Journal "Le Soleil" de Québec)

Résultat de 34 ans de recherches

Le ministre de la Défense, M. James Richardson, a confirmé que les trois corps retrouvés près du lieu d'écrasement d'un avion datant de la Seconde Guerre mondiale, sont ceux d'anciens aviateurs de l'Aviation royale du Canada (ARC). Il a dévoilé le nom de ces trois Canadiens: le lieutenant William H. Bowler, 29 ans, de Kettleby (Ont.), le sergent John P. Campbell, 27 ans, de Vancouver (C.-B.), et le sergent James S. Jewett, 21 ans, de Montréal (Québec).

M. Richardson a poursuivi en disant qu'on avait réussi à contacter la veuve du lieutenant Bowler, en Angleterre, et que les efforts se poursuivaient pour retrouver la trace des parents des autres victimes.

L'avion s'était écrasé en Suède, contre un massif montagneux, dans la nuit du 4 ou 5 septembre 1942.

L'équipage du *Hampden* appartenait

au 144^e Escadron de l'ARC, alors basé à Leuchars (Écosse). Parti des îles Shetland, (Écosse), l'appareil devait se rendre en Union soviétique en vue de protéger les convois de bateaux alliés qui se rendaient à Murmansk ou en revenaient. Selon les deux aviateurs de la RAF qui survécurent à l'écrasement, le sous-lieutenant David Evans et le caporal B.J. Sowerby, l'un des moteurs de l'appareil s'arrêta de fonctionner; le pilote croyant qu'il s'agissait d'un problème causé par la formation de glace, amorça une descente à 5 500 pieds. C'est alors que le *Hampden* heurta un sommet; l'accident entraîna la mort instantanée des trois Canadiens.

La découverte du lieu de l'écrasement et l'identification des trois victimes a permis de clore un dossier de recherches ouvert depuis 34 ans.

Les trois aviateurs canadiens n'ayant pas pu être inhumés jusqu'alors, leurs noms ont été inscrits sur le monument

aux morts des équipages aériens du Commonwealth de Rynnymede, en Angleterre.

Les recherches conduites immédiatement après l'accident ont révélé que les deux survivants avaient été éjectés de l'appareil et que leur récit avait permis de faire la lumière sur la mort de leurs trois compagnons. Selon les rapports, rédigés alors, Evans et Sowerby durent marcher pendant quatre jours avant d'atteindre Kvikkjokk, le petit village suédois le plus rapproché, où on put les aider.

Par la suite, lors d'un entretien qu'il eut avec le personnel de l'ambassade britannique à Stockholm, le sous-lieutenant Evans mentionna que son compagnon et lui-même n'avaient pu retrouver le corps des trois Canadiens en raison de l'obscurité. Il ajouta également qu'il était peu probable que les Suédois puissent retrouver les débris carbonisés de l'appareil tombé tout en haut d'un rocher difficilement accessible.

L'usage du ballon en agriculture

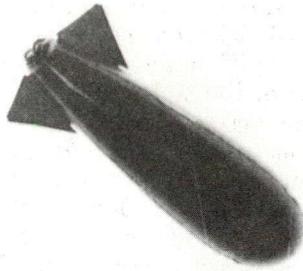
Un ballon appelé aérostat, utilisé à des fins militaires lors des deux dernières guerres mondiales, pourrait bientôt devenir un outil important en agriculture.

Des chercheurs d'Agriculture Canada se sont servis de ce ballon soufflé à l'hélium et porteur d'une caméra pour évaluer les pertes dues aux maladies et aux insectes dans un champ en culture. Ainsi, l'humble ballon évincé par le moteur à réaction il y a plus de 30 ans pourrait éventuellement servir à la détection des maladies des cultures. Ce moyen serait beaucoup moins coûteux que l'avion ou l'hélicoptère dont on se sert pour la photographie aérienne.

L'économie devient particulièrement intéressante lorsque des photographies doivent être prises à intervalles réguliers pour suivre l'évolution des cultures, observer l'étendue de certains dégâts ou étudier le comportement des animaux.

Le ballon expérimental, fait de polyuréthane, mesure environ 30 pi de long et ne pèse que 4 lb. Une fois rempli d'hélium, au coût approximatif de 125\$, il peut soulever un poids de 60 lb.

Une fois la caméra télécommandée



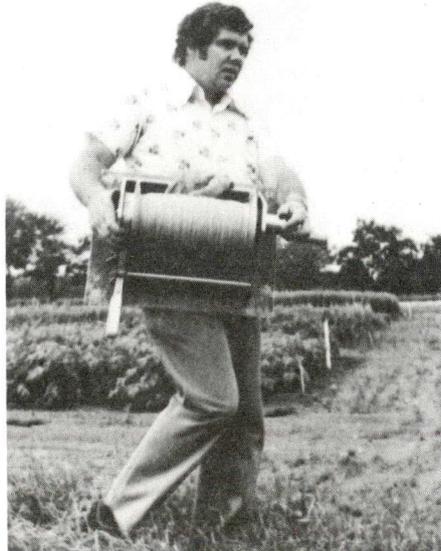
Un technicien jette un dernier coup d'oeil à la caméra télécommandée, prête à monter dans les airs avec le ballon (photo ci-dessus). La caméra, suspendue à 250 pi du sol, photographie le terrain; lorsqu'elle commence à fonctionner, on déplace le câble auquel le ballon est attaché (photo ci-contre).

mise en place à une altitude de 500 à 16 000 pi les coûts supplémentaires pour l'y maintenir sont négligeables. Le coût initial d'un gros ballon expérimental est d'environ 2 500\$ mais, selon les chercheurs, un ballon plus petit, coûtant la moitié moins cher, conviendrait à la plupart des utilisations agricoles. En outre, il serait plus facile de le déplacer d'un champ à l'autre et moins coûteux de le tenir gonflé tout au long de l'été.

On sait ce qu'il en coûte de maintenir en disponibilité, par temps nuageux ou brumeux, du matériel de reconnaissance aérienne monté sur un avion; le ballon, lui, attaché au sol, peut être laissé à l'endroit désiré jusqu'au moment où le temps et les conditions de cultures sont favorables. La caméra et d'autres instruments sont fixés à un balancier et pendent sous le ballon.

Dans la plupart des recherches de ce genre on utilise la photographie à l'infrarouge. Les cultures ressortent en couleurs bien tranchées et les zones atteintes par les maladies se détachent en bandes ou stries plus foncées sur les parties saines du champ.

«Grâce à ces essais, affirme un membre de l'Institut des recherches, nous prévoyons être en mesure de localiser les champs attaqués par les insectes ou les maladies avant que cela ne soit observé au sol».



Reconstruction au Guatemala

Au cours des quatre prochaines années, le Canada accordera au Guatemala près de 13 millions \$ en subventions et en prêts. Ces fonds serviront à reconstruire les habitations, les écoles et les services d'eau détruits par le tremblement de terre du 4 février 1976, ainsi que l'a annoncé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen.

Ces fonds s'ajouteront aux 4,2 millions \$ fournis par l'Agence canadienne de développement international en espèces, en nourriture, en couvertures, en équipement orthopédique ou en matériaux de construction, à la suite du séisme. Les organisations non gouvernementales de secours ont recueilli 4 millions \$ pour venir en aide à ce pays de l'Amérique centrale.

Des subventions d'une valeur de 7,7 millions \$ seront consacrées à la construction d'écoles, de centres de santé et d'habitations pendant une période de deux ans; un prêt sans intérêt de 3,5 millions \$, remboursable dans 50 ans, servira à la reconstruction de canalisations d'eau détruites ou endommagées par le tremblement de terre; enfin des subventions s'élevant à 1,8 million \$ permettront au Gouvernement guatémaltèque d'établir un plan national de services d'eau pour les régions rurales.

M. MacEachen a souligné que cette initiative canadienne, d'une part, s'inscrivait dans la ligne de pensée de la *Stratégie canadienne* d'assistance aux pays en développement, plan d'action qui vise à développer le secteur rural, et que, d'autre part, elle faisait suite à la Conférence sur l'habitat, de Vancouver, où l'on a mis l'accent sur les besoins en habitation et en eau des peuples du Tiers-Monde.

Hebdo Canada est publié par la Direction des services d'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à Mlle Y. DuSault, rédacteur en chef.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Ahnliche Ausgaben dieses Informationsblattes erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.

Le ministre a rappelé que, lors du séisme, 23 000 personnes ont trouvé la mort, 80 000 autres ont été blessées et que 28 p. 100 de la population était resté sans abri. Au total, 2,5 millions de personnes ont été touchées, directement ou indirectement, par ce tremblement de terre. On ne peut encore évaluer le bouleversement social qu'a subi le pays. Les dommages matériels, quant à eux, ont été évalués à 748 millions \$, 63 p. 100 des pertes touchant le secteur de l'habitation. La Banque interaméricaine de développement a déclaré qu'il en coûterait 1 100 millions \$ pour remettre en place l'infrastructure sociale et économique du pays.

Selon des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement, il faudrait que le Guatemala porte son taux d'augmentation du produit intérieur brut à 13,2 p. 100, c'est à dire qu'il le double, uniquement pour répondre aux besoins créés par le séisme.

Quarante pour cent du prêt de 3,5 millions \$ qui servira à l'achat de matériel et d'équipement pour les services d'eau dans les régions rurales vont d'abord être accordés. La subvention de 7 millions \$ sera utilisée pour l'achat de matériel de construction canadien dont l'emploi sera assuré par les coopératives et les organisations communautaires travaillant avec le Gouvernement du Guatemala à la reconstruction d'habitations et d'écoles.

La subvention de 1,8 million \$ permettra à une équipe d'experts canadiens de collaborer avec le Gouvernement du Guatemala à l'établissement d'un plan national de services d'eau dans les régions rurales et à 250 guatémaltèques de recevoir la formation nécessaire à l'exploitation et l'entretien de ces services publics.

Seule une petite partie des guatémaltèques habitant les régions rurales disposent d'eau potable, cette situation ne résultant pas du tremblement de terre puisque, avant qu'il ne se produise, 539 réseaux d'adduction d'eau n'alimentaient que 8 p. 100 de la population rurale. Les femmes devaient souvent marcher jusqu'à deux heures par jour pour se procurer l'eau dont elles avaient besoin. L'aide canadienne permettra de reconstruire 250 réseaux devenus inutilisables à la suite de la catastrophe.

Le Gouvernement guatémaltèque

espère qu'après la construction des nouveaux services dont le coût est évalué à 90 millions \$, un tiers, au moins, de la population rurale disposera d'eau potable. Il négocie actuellement un emprunt de la Banque interaméricaine de développement pour la mise en place de ces services. Les plans que réalisera l'équipe canadienne serviront de base à la participation d'autres pays et d'autres agences de coopération.

Un film canadien mérite une mention spéciale

Un film documentaire intitulé *Il n'y a pas d'oubli*, et réalisé par trois jeunes cinéastes chiliens pour l'Office national du film du Canada, a obtenu une mention spéciale du jury au 29^e Festival international du film de Locarno, en Suisse.

A l'appui de cette mention, le jury a souligné "le témoignage lucide" de ce film sur les problèmes rencontrés par des exilés politiques, témoignage qui montre la difficulté pour les cinéastes de préserver leur identité.

En réalisant *Il n'y a pas d'oubli*, ses auteurs (Rodrigo Gonzalez, Marilu Mallet et Jorge Fajardo) avaient senti le besoin, après un an de recul, au-delà de l'émotion, de procéder à un bilan politique et de s'attaquer au vécu: l'exil, la solitude, l'intégration au milieu nouveau.

Manoeuvres maritimes importantes

Des navires et aéronefs des Forces canadiennes ont participé, entre le 10 et le 23 septembre, à des manoeuvres maritimes importantes destinées à mettre à l'épreuve les plans de défense de l'Europe occidentale.

Cet exercice, *Team Work 76* d'une durée de deux semaines, comportait la participation de plus de 200 navires, 30 sous-marins et environ 300 aéronefs venant des pays suivants: le Canada, la Belgique, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la Hollande, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni et les États-Unis.

L'exercice s'est déroulé dans l'Atlantique, la Manche et la mer Baltique; il comprenait un débarquement amphibie des forces combinées sur les côtes de la Norvège.